

En marche.be veut changer radicalement les règles du jeu politique wallon

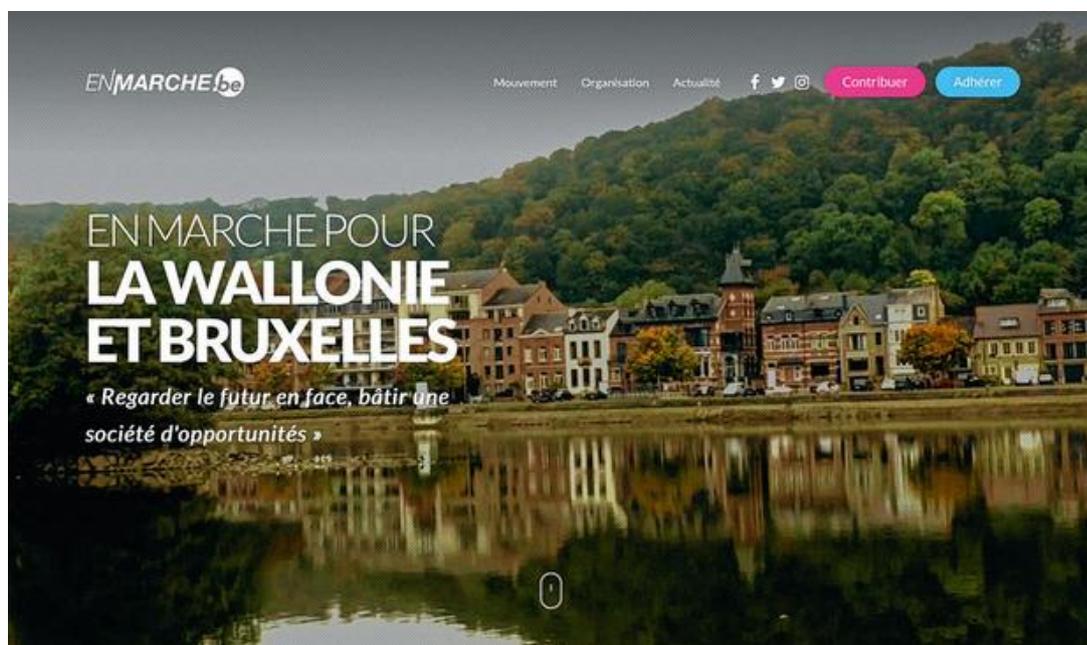


[Olivier Mouton](#) Journaliste politique au Vif/L'Express

20/02/18 à 09:30 - Mise à jour à 09:44

[Du Le Vif/L'Express du 15/02/18](#)

Le mouvement [Enmarche.be](#) présente son premier manifeste, pour améliorer l'efficacité publique au sud du pays. Une étape dans la constitution d'une alternative citoyenne en vue du scrutin de 2019.



© CAPTURE D'ÉCRAN EN-MARCHE.BE

C'était le 1er mai 2017. Surfant sur la vague enclenchée par Emmanuel Macron lors de la présidentielle française, quelques citoyens belges francophones lançaient [Enmarche.be](#). Non pas une succursale du mouvement français, mais bien une initiative politique originale, s'inspirant de sa philosophie. Avec un leitmotiv positif : " Regarder le futur en face, bâtir une société d'opportunités. " Horizon principal ? Offrir une alternative en Belgique francophone, en vue des élections de mai 2019.

Depuis lors, [Enmarche.be](#) se structure, compte plus de 250 membres et présentera quelques listes aux communales d'octobre prochain, en guise de laboratoire. Le mouvement dévoile au Vif/L'Express son premier manifeste, un texte en dix points " pour une nouvelle éthique de la démocratie et de l'efficacité publique en Wallonie ". " C'est un marqueur important, souligne Jean-Yves Huwart, l'un des fondateurs d'Enmarche.be. Nous voulons montrer notre singularité et changer le logiciel wallon, sortir des méthodes qui paralysent la Région depuis

quarante ans ! " Un manifeste similaire est en préparation sur Bruxelles, pour imaginer une Région européenne, débarrassée du carcan de la fracture communautaire belge.

Miser sur "l'intelligence collective"

Enmarche.be veut sortir des tabous qui rendent la Belgique francophone trop conservatrice. Le mouvement se veut " disruptif " et entend adapter les méthodes de travail de la politique à une société en réseau. Il s'agit de miser sur " l'intelligence collective ", en rompant avec la dynamique des *happy fews* qui contrôlent le système actuel. " Nous voulons développer le sentiment d'une vraie souveraineté régionale wallonne, explique Jean-Yves Huwart. Cela doit être guidé par l'intérêt général, en dépassant les intérêts partisans et en fixant un cap suivi par l'ensemble des forces vives régionales. "

En ouvrant le jeu aussi : " Il faut cesser de se référer toujours aux mêmes acteurs, comme ce fut le cas pour le Pacte d'excellence dans l'enseignement. Et arrêter de déterminer le budget avant d'évaluer les besoins, comme ce fut le cas pour le Plan wallon d'investissements. " En clair, il est grand temps de mettre un terme à la culture de répartition du gâteau entre courants politiques, entre sous-régions, entre bassins...

Cela passe par des mesures très concrètes. Le point 5 du manifeste précise ainsi que " les cabinets ministériels n'ont pas vocation à gérer les questions opérationnelles ". Et propose : " En Wallonie, la composition des cabinets ministériels doit être ramenée à dix personnes maximum. " " C'est là que tout se passe, c'est l'expression même de cette logique nuisible de partage du gâteau ", dit Jean-Yves Huwart. Une administration " efficace, forte, compétente " doit reprendre la main. C'était le rêve d'un certain Guy Verhofstadt au début des années 2000. Enmarche.be veut jouer un rôle d'aiguillon pour changer radicalement les règles du jeu politique, au-delà de la simple " bonne gouvernance ". " En 2019, on ne peut pas repartir comme avant, conclut Jean-Yves Huwart. Si l'on contribue ne fût-ce qu'à cela, on aura déjà réussi notre pari... "